



Arrêté préfectoral portant mise en demeure à l'encontre de la société FRIGOPOLIS

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 511-2 et L. 514-5 ;

Vu le code de l'environnement, et en particulier ses articles R. 541-48-3 et R. 541-48-4 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2014, relatif à la société FRIGOPOLIS, située 1 impasse Marthe Condat – ZAC de Gabardie à Toulouse (31200) réglementant l'installation ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 5 janvier 2024, relatif à la visite d'inspection du 7 décembre 2023, de l'installation exploitée par FRIGOPOLIS, située 1 impasse Marthe Condat – ZAC de Gabardie à Toulouse (31200) ;

Considérant que, lors de sa visite du 7 décembre 2023, l'inspection a constaté que :

- les installations de sprinklage n'ont pas été contrôlées semestriellement ni testées ;
- les installations de détection incendie n'ont fait l'objet que d'un seul contrôle en 2023 ;
- l'exploitant n'a pas pu justifier que le système d'extinction est asservi à la détection incendie ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux prescriptions de l'article 7.3.5 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2014 susvisé, imposant que la zone de stockage, dénommée "abri pellets", soit composée de trois îlots séparés (abri pellets), couverts et disposant d'une dalle étanche au sol et d'un dispositif de détection de départ de feu et d'une extinction automatique asservie à la détection ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux prescriptions de l'article 7.3.6 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2014 susvisé, imposant que l'exploitant organise, à fréquence semestrielle, au minimum, des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

Considérant que le non-respect de certaines dispositions réglementaires résultant des modalités d'exploitation des installations porte atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société FRIGOPOLIS de respecter les prescriptions applicables à l'installation ;

Considérant que le rapport de l'inspection des installations classées a été porté à la connaissance de la société FRIGOPOLIS, le 18 janvier 2024, afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de quinze jours ;

Considérant les observations apportées par la société FRIGOPOLIS, par courriel du 5 février 2024, indiquant que :

- la détection incendie n'avait pas été contrôlée une seconde fois en 2023 ;
- le système d'extinction se déclenche de façon autonome sous l'effet de la chaleur ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1er. – La société FRIGOPOLIS (Numéro SIRET : 49213009100019) est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite 1 impasse Marthe Condat – ZAC de Gabardie à Toulouse (31200), de respecter les prescriptions suivantes à compter de la notification du présent arrêté, sous un délai de neuf mois :

- dispositions de l'article 7.3.5 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2014, en justifiant du bon asservissement du dispositif d'extinction automatique à la détection incendie ;
- dispositions de l'article 7.3.6 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2014, en procédant à la vérification semestrielle des installations de détection incendie et de sprinklage et en testant son installation de sprinklage (sauf impossibilité technique).

Art. 2. – À défaut d'exécution dans le délai imparti à l'article 1, il est fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Art. 3. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 4. – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours de plein contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

Art. 5. – En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

Art. 6. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et la directrice départementale des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société FRIGOPOLIS.

Fait à Toulouse, le 26 MARS 2024

Pour le préfet
et par délégation :
Le secrétaire général,

Serge JACOB